

pour la plus-value, qui détermine de plus en plus le niveau de vie de la classe ouvrière et partant la valeur de la force de travail.

Cependant, l'ensemble de ces facteurs et les variations dans la valeur de la force de travail, qui en résultent, sont importants essentiellement pour déterminer les tendances historiques, les lignes de force du développement dans une perspective relativement longue. Dans une période et pour un pays donné, on peut, comme dit Marx, considérer le niveau de vie de la classe ouvrière et partant la valeur de la force de travail, comme fixes.

Cette valeur, considérée en gros comme stable, ne se réalise dans l'économie capitaliste, comme toute autre valeur, que par la médiation nécessaire du marché, et d'un marché relativement « libre », impliquant une offre et une demande de la marchandise force de travail. Ce marché n'est pas seulement la condition nécessaire pour l'adaptation du prix de la force de travail à sa valeur; c'est surtout la condition nécessaire pour que la notion du « niveau de vie de la classe ouvrière » ait une signification quelconque; autrement les capitalistes auraient la possibilité illimitée de déterminer ce niveau de vie uniquement d'après le besoin interne de l'appareil productif en plus-value. Cette limitation par ailleurs ne se fonde pas tellement sur la concurrence individuelle entre vendeurs et acheteurs de la force de travail, que sur la possibilité pour les ouvriers de limiter globalement et en masse l'offre de force de travail en un moment donné par la grève. Autrement dit, c'est le fait que la classe ouvrière n'est pas complètement réduite à l'esclavage qui, donnant une consistance objective à la notion du « niveau de vie de la classe ouvrière », et partant à la valeur de la force de travail, permet l'application de la loi de la valeur à la marchandise fondamentale de la société capitaliste, la force de travail. De même que la concentration et la monopolisation universelle des forces productives rendraient la loi de la valeur vide de signification, de même la réduction complète de la classe ouvrière à l'esclavage viderait de tout contenu la notion de « valeur de la force de travail ».

4. En conclusion : l'exploitation inhérente au système capitaliste se base sur le fait que les producteurs ne disposent des moyens de production ni individuellement (artisanat) ni collectivement (socialisme); que le travail vivant, au lieu de dominer le travail mort, est dominé par celui-ci, par l'intermédiaire des individus qui le personnifient (les capitalistes). Les rapports de production sont des rapports d'exploitation sous leurs deux aspects, aussi bien en tant qu'organisation de la production pro-

prement dite, qu'en tant qu'organisation de la répartition. Le travail vivant est exploité par le travail mort dans la production proprement dite, puisque son point de vue est subordonné à celui du travail mort et complètement dominé par celui-ci. Dans l'organisation de la production, le prolétaire est entièrement dominé par le capital et n'existe que pour ce dernier. Il est aussi exploité dans la distribution, puisque sa participation au produit social est réglée par des lois économiques (que le patron exprime sur le plan conscient) qui définissent cette participation non pas sur la base de la valeur créée par la force de travail mais d'après la valeur de cette force de travail. Ces lois exprimant la tendance profonde de l'accumulation capitaliste, ramènent de plus en plus le coût de la production de la force de travail vers un « minimum physique » (46). Déjà l'augmentation de la productivité du travail, en baissant le prix des marchandises nécessaires à la subsistance de l'ouvrier, tend à réduire la part du prolétariat dans la répartition du produit social. Mais l'expression « minimum physique » ne doit pas être prise dans un sens littéral; un « minimum physique » est, à proprement parler, indéfinissable (47). Ce qu'il faut entendre par là, c'est la tendance vers la réduction du salaire réel relatif de la classe ouvrière.

B. — LA PRODUCTION SOCIALISTE.

Il est maintenant indispensable de voir rapidement comment se façonne le rapport productif fondamental dans une société socialiste.

1. Les rapports de production, dans la société socialiste, ne sont pas des rapports de classe, car chaque individu se trouve en relation avec l'ensemble de la société — dont il est lui-même un agent actif — et non pas avec une catégorie spécifique d'individus ou de groupements sociaux pourvus de pouvoirs économiques propres ou disposant, en tout ou en partie, des moyens de production. La différenciation des individus, par l'effet de la division du travail qui persiste, n'entraîne pas une différenciation de classe, car elle n'entraîne pas des rapports différents avec l'appareil productif. Si, en tant qu'individu, le travailleur continue à être obligé de travailler pour vivre, en tant que membre de la commune il participe à la détermination des conditions de travail, de l'orientation de la production et

(46) K. MARX, *Le Capital*, t. XIV, p. 171.

(47) V. plus loin, III-2.

de la rétribution du travail. Il va sans dire que ceci n'est possible que par la réalisation complète de la gestion ouvrière de la production, c'est-à-dire par l'abolition de la distinction fixe et stable entre dirigeants et exécutants dans le processus de production.

2. La répartition du produit social consommable continue à avoir la forme de l'échange entre la force de travail et une partie du produit du travail. Mais cette forme a maintenant un contenu complètement renversé, et par là même la « loi de la valeur change complètement quant à sa forme et à son fond », comme dit Marx (48). Nous dirions plutôt que cette loi est maintenant complètement abolie.

Comme Marx l'a depuis longtemps rendu clair, la rémunération du travail dans une société socialiste ne peut qu'être égale à la quantité de travail offert par le travailleur à la société, moins une fraction destinée à couvrir les « frais généraux » de la société et une autre fraction destinée à l'accumulation. Mais ceci fait déjà que nous ne pouvons plus parler dans ce cas de « loi de la valeur » appliquée à la force de travail : car cette loi voudrait que soit donné en échange de la force de travail le coût de cette force de travail, et non point la valeur ajoutée au produit par le travail vivant. Le fait que le rapport entre le travail offert à la société et le travail récupéré par le travailleur, sous forme de produits consommables, n'est ni arbitraire, ni déterminé spontanément par l'étendue des besoins individuels (comme dans la phase supérieure du communisme), mais un rapport réglementé ne signifie nullement qu'il s'agit là d'une « autre loi de la valeur ». D'abord, quant à la forme, il ne s'agit plus d'une loi sociale, nécessairement et aveuglément efficace, et qui ne peut pas être transgressée par la force même des choses ; il s'agit d'une « loi consciente », c'est-à-dire d'une norme réglant la répartition des produits que les producteurs s'imposent à eux-mêmes et imposent aux récalcitrants, norme dont il faut surveiller l'application et punir la transgression toujours possible. La loi de la valeur, dans la société capitaliste, exprime un ordre économique objectif ; dans la société socialiste, il s'agit d'une norme juridique, d'un règle de droit. Quant au fond, ensuite : si le travailleur n'est pas payé de la « valeur de sa force de travail », mais proportionnellement à la valeur qu'il a ajoutée au produit, c'est-à-dire si « le même quantum de travail qu'il a fourni à la société sous une forme, il le reçoit d'elle sous une autre forme » (49), nous avons là le renversement complet, la

(48) K. MARX, *Critique du programme de Gotha*, pp. 22-23.

(49) *Ib.*, p. 20.

négation absolue de la loi de la valeur-travail. Car, dans ce cas, ce qui est pris comme critère de l'échange, ce n'est plus le coût objectif du produit échangé mesuré en temps de travail, ce n'est plus du tout la « valeur de la force de travail » qui est payée au travailleur, mais la valeur produite par sa force de travail. Au lieu d'être déterminée par sa cause, si l'on peut dire (le coût de production de la force de travail), la rétribution de la force de travail est déterminée par l'effet de celle-ci. Au lieu d'être sans rapport immédiat avec la valeur qu'elle produit, la force de travail est rétribuée sur la base de cette valeur. Après coup, la rétribution de la force de travail peut apparaître comme l'équivalent exact de la « valeur de la force de travail », puisque si celle-ci est déterminée par le « niveau de vie » du travailleur dans la société socialiste, le « niveau de vie » est déterminé par le « salaire ». Le travailleur ne pouvant pas consommer plus qu'il ne reçoit de la société, on pourra établir après coup une équivalence entre ce qu'il reçoit de la société et le « coût de production » de sa force de travail. Mais il est évident que nous nous trouvons dans ce cas dans un cercle vicieux ; « l'application de la loi de la valeur », dans ce cas, se réduit à une simple tautologie, consistant à expliquer le niveau de vie par le « salaire » et le « salaire » par le niveau de vie. Si l'on se débarrasse de cette absurdité, il devient clair que c'est la valeur produite par le travail qui détermine le « salaire » et partant le niveau de vie lui-même. Autrement dit, la force de travail ne prend plus la forme d'une valeur d'échange indépendante, mais uniquement la forme de valeur d'usage. Son échange ne se règle plus sur la base de son coût, mais de son utilité, exprimée par sa productivité.

3. Une dernière explication est nécessaire, concernant la célèbre question du « droit bourgeois dans la société socialiste ».

Le principe selon lequel chaque individu, dans la société socialiste, reçoit de celle-ci « sous une autre forme... le même quantum de travail qu'il a fourni à la société sous une forme », ce « droit égal » a été qualifié par Marx de « droit inégal... donc de droit bourgeois ». Au tour de cette phrase, un système de mystifications a été échafaudé par les trotskistes, aussi bien que par les avocats de la bureaucratie stalinienne, pour prouver que la société socialiste est fondé sur l'inégalité, donc que « l'inégalité » existant en Russie ne démolit pas le caractère « socialiste » des rapports de production dans ce pays. Nous avons déjà dit plus haut qu'« inégalité » ne signifie nullement exploitation, et qu'en Russie ce n'est pas de « l'inégalité » dans

la rétribution du travail, mais de l'appropriation du travail des prolétaires par la bureaucratie, donc de l'exploitation qu'il s'agit. Cette simple remarque clôt la discussion sur le fond de la question. Néanmoins, un examen plus poussé du problème ne saurait être inutile.

En quoi le mode de rétribution du travail dans la société socialiste est-il, selon Marx, « bourgeois » ? Il est évident qu'il ne l'est que d'une manière métaphorique; le serait-il littéralement, la société socialiste ne serait alors, ni plus ni moins, qu'une société d'exploitation : si la société ne payait les travailleurs que de la « valeur de leur force de travail », et si une catégorie sociale spécifique s'appropriait la différence entre cette valeur et la valeur du produit du travail — c'est en cela, comme on l'a vu, que consiste la répartition bourgeoise — nous nous trouverions devant une reproduction du système capitaliste. Combien Marx était loin d'une pareille absurdité, le prouve la phrase par laquelle il clôt son développement sur le « droit bourgeois » : « (Dans la société capitaliste) les éléments de la production sont distribués de telle sorte que la répartition actuelle des objets de consommation s'ensuit d'elle-même. Que les conditions matérielles de la production soient la propriété collective des travailleurs eux-mêmes, une répartition des objets de consommation différente de celle d'aujourd'hui s'ensuivra pareillement. Le socialisme vulgaire (et par lui, à son tour, une fraction de la démocratie) a hérité des économistes bourgeois l'habitude de considérer et de traiter la répartition comme chose indépendante du mode de production, et en conséquence de représenter le socialisme comme tournant essentiellement autour de la répartition. » (50)

Mais cette expression métaphorique a une signification profonde. Ce droit est un « droit bourgeois » parce que c'est un droit « inégal ». Il est inégal, parce que la rétribution des travailleurs est inégale; en effet, celle-ci est proportionnelle à la contribution de chacun à la production. Cette contribution est inégale, parce que les individus sont inégaux, c'est-à-dire différents; s'ils n'étaient pas inégaux, ils ne seraient pas des individus distincts. Ils sont inégaux aussi bien du point de vue des capacités que du point de vue des besoins. En rendant par conséquent à chacun « le même quantum de travail qu'elle a reçu de lui », la société n'exploite personne; mais elle n'en laisse pas moins subsister l'inégalité « naturelle » des individus, résultant de l'inégalité des capacités et des besoins de chacun. Si aux nom-

(50) *Ib.*, p. 25.

bres inégaux 4, 6, 8, j'ajoute des sommes égales je maintiens l'inégalité. Je la maintiens encore davantage si j'ajoute à ces mêmes nombres des sommes inégales proportionnelles à leur grandeur. Je ne peux arriver à l'égalité qu'en leur ajoutant des sommes inégales telles, que le résultat de l'addition soit partout le même. Mais pour cela, sur le plan social, je ne peux plus prendre comme base la valeur produite par le travail. Sur cette base je ne pourrais jamais égaliser les individus. Il n'y a qu'une seule base sur laquelle « l'égalisation » des individus soit possible : c'est la satisfaction complète des besoins de chacun. Le seul point sur lequel deux individus humains peuvent devenir égaux, c'est qu'ils soient tous les deux saturés. C'est alors que l'on peut dire que « le résultat de l'addition est partout le même », puisque nous sommes arrivés partout au même résultat : la satisfaction complète des besoins. Cette satisfaction des besoins, seule la phase supérieure de la société communiste pourra la procurer à ses membres. Jusque-là, l'inégalité des individus se maintiendra, tout en s'estompant progressivement.

Marx exprime cette idée aussi d'une autre manière, également caractéristique : ce droit est bourgeois, parce que « dans sa teneur, il est fondé sur l'inégalité comme tout droit ». Le droit, par sa nature, ne peut consister que dans l'emploi d'une même unité, qui ne peut être appliquée aux individus inégaux que par une abstraction, qui fait violence à ce qui est l'essence particulière de chaque individu, c'est-à-dire à ces caractéristiques spécifiques et uniques.

L'on voit donc facilement que « l'inégalité », dont parlait Marx, n'avait rien à voir avec la grossière apologie de la bureaucratie que l'on essaya de faire en partant de ces idées. Entre cette « inégalité » et l'exploitation bureaucratique il y a le même rapport qu'entre le socialisme et les camps de concentration.

III. — PROLETARIAT ET BUREAUCRATIE

I. CARACTÈRES GÉNÉRAUX.

Examinons maintenant le rapport fondamental de production dans l'économie russe. Ce rapport se présente, du point de vue juridique et formel, comme un rapport entre l'ouvrier et l'« Etat ». Mais l'« Etat » juridique est pour la sociologie une abstraction. Dans sa réalité sociale, l'« Etat » est tout d'abord

l'ensemble des personnes qui constituent l'appareil étatique, dans toutes ses ramifications politiques, administratives, militaires, techniques, économiques, etc... L'« Etat » est donc, avant tout, une bureaucratie, et les rapports de l'ouvrier avec l'« Etat » sont en réalité des rapports avec cette bureaucratie. Nous nous bornons ici à constater un fait : le caractère stable et inamovible de cette bureaucratie dans son ensemble — non pas du point de vue intérieur, c'est-à-dire des possibilités et de la réalité des « épurations », etc., mais du point de vue de son opposition à l'ensemble de la société, c'est-à-dire du fait qu'il y a une division de la société russe tout d'abord en deux catégories : ceux qui sont bureaucrates et ceux qui ne le sont pas et ne le deviendront jamais — allant de pair avec structure totalitaire de l'Etat, enlèvent à la masse des travailleurs toute possibilité d'exercer la moindre influence sur la direction de l'économie et de la société en général. Le résultat en est que la bureaucratie dans son ensemble dispose complètement des moyens de production. Sur la signification sociologique de ce pouvoir et sur la caractérisation de la bureaucratie en tant que classe nous aurons à revenir par la suite.

Par le simple fait cependant qu'une partie de la population, la bureaucratie, dispose des moyens de production, une structure de classe est immédiatement conférée aux rapports de production. Dans cet ordre d'idées, le fait de l'absence de la « propriété privée » capitaliste ne joue aucun rôle; la bureaucratie disposant collectivement des moyens de production, ayant sur ceux-ci le droit d'user, de jouir et d'abuser (pouvant créer des usines, les démolir, les concéder à des capitalistes étrangers, disposant de leur produit et définissant leur production) joue vis-à-vis du capital social de la Russie le même rôle que les gros actionnaires d'une société anonyme vis-à-vis du capital de celle-ci.

Deux catégories sociales se trouvent donc en présence : le prolétariat et la bureaucratie. Ces deux catégories entrent, en vue de la production, en des rapports économiques déterminés. Ces rapports sont des rapports de classe, en tant que la relation de ces deux catégories, avec les moyens de production, est totalement différente : la bureaucratie dispose des moyens de production, les ouvriers ne disposent de rien. La bureaucratie dispose non seulement des machines et des matières premières, mais aussi du fonds de consommation de la société. L'ouvrier est par conséquent obligé de « vendre » sa force de travail à l'« Etat », c'est-à-dire à la bureaucratie; mais cette vente revêt ici des

caractéristiques spéciales, sur lesquelles nous reviendrons sous peu. En tout cas, par cette « vente » se réalise le concours indispensable du travail vivant des ouvriers et du travail mort accaparé par la bureaucratie.

Examinons maintenant de plus près cette « vente » de la force de travail. Il est immédiatement évident que la possession en même temps des moyens de production et des moyens de coercition, des usines et de l'Etat, confère à la bureaucratie, dans cet « échange », une position dominante. Tout comme la classe capitaliste, la bureaucratie dicte ses conditions dans le « contrat de travail ». Mais les capitalistes dominent économiquement dans les cadres très précis que définissent, d'une part, les lois économiques régissant le marché, d'autre part, la lutte de classe. En est-il de même pour la bureaucratie ?

Il est visible que non. Aucune entrave objective ne limite les possibilités d'exploitation du prolétariat russe par la bureaucratie. Dans la société capitaliste, dit Marx, l'ouvrier est libre au sens juridique, et ajoute-t-il non sans ironie, dans tous les sens du terme. Cette liberté est tout d'abord la liberté de l'homme qui n'est pas entravé par une fortune, et en tant que telle équivaut du point de vue social à l'esclavage, car l'ouvrier est obligé de travailler pour ne pas crever de faim, de travailler là où on lui donne du travail et sous les conditions qu'on lui impose. Pourtant, sa « liberté » juridique, tout en étant un leurre dans l'ensemble, n'est pas dépourvue de signification, ni socialement, ni économiquement. C'est elle qui fait de la force de travail une marchandise que l'on peut, en principe, vendre ou refuser (grève), ici ou ailleurs (possibilité de changer d'entreprise, de ville, de pays, etc...). Cette « liberté » et sa conséquence, l'intervention des lois de l'offre et de la demande, fait que la vente de la force de travail ne se réalise pas dans des conditions dictées uniquement par le capitaliste ou sa classe, mais dans des conditions déterminées aussi dans une mesure importante, d'une part, par les lois et la situation du marché, d'autre part, par le rapport de force entre les classes. Nous avons vu plus haut, que dans la période de décadence du capitalisme et de sa crise organique cet état de choses change et que particulièrement la victoire du fascisme permet au capital de dicter impérativement leurs conditions de travail aux travailleurs; nous réservant de revenir plus loin sur cette question, qu'il nous suffise, ici de remarquer qu'une victoire durable du fascisme, à une large échelle, amènerait certainement non seulement la transformation du prolétariat en une classe de modernes esclaves indus-

triels, mais des profondes transformations structurelles de l'économie dans son ensemble.

De toute façon, on peut constater que l'économie russe se trouve infiniment plus près de ce dernier modèle que de celui de l'économie capitaliste concurrentielle, en ce qui concerne les conditions de la « vente » de la force de travail. Ces conditions sont exclusivement dictées par la bureaucratie, autrement dit elles sont déterminées uniquement par le besoin interne croissant en plus-value de l'appareil productif. L'expression « vente » de la force de travail n'a ici aucun contenu réel : sans parler du travail forcé proprement dit en Russie, nous pouvons dire que dans le cas du travailleur « normal », « libre » russe, celui-ci ne dispose pas de sa propre force de travail, dans le sens où il en dispose dans l'économie capitaliste classique. L'ouvrier ne peut, dans l'immense majorité des cas, quitter ni l'entreprise où il travaille, ni la ville, ni le pays. Quant à la grève, on sait que sa conséquence la moins grave est la déportation dans un camp de travail forcé. Les passeports intérieurs, les livrets de travail et le M.D.V. rendent tout déplacement et tout changement de travail impossibles sans l'assentiment de la bureaucratie. L'ouvrier devient partie intégrante, fragment de l'outillage de l'usine dans laquelle il travaille. Il est lié à l'entreprise pire que ne l'est le serf à la terre; il l'est comme l'est l'écrou à la machine. Le niveau de vie de la classe ouvrière peut désormais être déterminé — et la valeur de la force de travail en même temps — uniquement en fonction de l'accumulation et de la consommation improductive de la classe dominante.

Par conséquent, dans la « vente » de la force de travail, la bureaucratie impose unilatéralement et sans discussion possible ses conditions. L'ouvrier ne peut même formellement refuser de travailler; il doit travailler sous les conditions que l'on lui impose. A part ça, il est parfois « libre » de crever de faim et toujours « libre » de choisir un mode de suicide plus intéressant.

Il y a donc rapport de classe dans la production, il y a exploitation aussi, et exploitation qui ne connaît pas de limites objectives; c'est peut-être ce qu'entend Trostky, lorsqu'il dit que « le parasitisme bureaucratique n'est pas de l'exploitation au sens scientifique du terme ». Nous pensions savoir, quant à nous, que l'exploitation au sens scientifique du terme consiste en ce qu'un groupe social, en raison de sa relation avec l'appareil productif, est en mesure de gérer l'activité productive sociale et d'accaparer une partie du produit social sans participer directement au travail productif ou au delà de la mesure de cette

participation. Telle fut l'exploitation esclavagiste et féodale, telle est l'exploitation capitaliste. Telle est aussi l'exploitation bureaucratique. Non seulement elle est une exploitation au sens scientifique du terme, elle est encore une exploitation scientifique tout court, l'exploitation la plus scientifique et la mieux organisée dans l'histoire.

Constater l'existence de « plus-value », en général, ne suffit certes pas ni pour prouver l'exploitation, ni pour comprendre le fonctionnement d'un système économique. On a, depuis longtemps, fait remarquer que, dans la mesure où il y aura accumulation dans la société socialiste, il y aura aussi « plus-value », en tout cas décalage entre le produit du travail et le revenu du travailleur. Ce qui est caractéristique d'un système d'exploitation, c'est l'emploi de cette plus-value et les lois qui le régissent. La répartition de cette plus-value en fonds d'accumulation et fonds de consommation improductive de la classe dominante, comme aussi le caractère et l'orientation de cette accumulation et ses lois internes, voilà le problème de base de l'étude de l'économie russe comme de toute économie de classe. Mais avant d'aborder ce problème, nous devons examiner les limites de l'exploitation, le taux réel de la plus-value et l'évolution de cette exploitation en Russie, en même temps que nous devons commencer l'examen des lois régissant le taux de la plus-value et son évolution, étant entendu que l'analyse définitive de ces lois ne peut être faite qu'en fonction des lois de l'accumulation.

2. LES LIMITES DE L'EXPLOITATION.

Formellement, on peut dire que la fixation du taux de la « plus-value », en Russie, repose sur l'arbitraire, ou mieux, sur le pouvoir discrétionnaire de la bureaucratie. Dans le régime capitaliste classique, la vente de la force de travail est formellement un contrat, soit individuel, soit convention collective; derrière cet aspect formel se trouve le fait que ni capitaliste ni ouvrier ne sont libres de discuter et de fixer à leur guise les conditions du contrat de travail; en fait, à travers cette forme juridique, ouvrier et capitaliste ne font que traduire les nécessités économiques et exprimer concrètement la loi de la valeur. Dans l'économie bureaucratique, cette forme contractuelle « libre » disparaît : le salaire est fixé unilatéralement par l'« Etat », c'est-à-dire par la bureaucratie. Nous verrons plus loin que la volonté de la bureaucratie n'est évidemment pas « libre » dans ce cas, comme nulle part ailleurs. Cependant, le fait même que la fixation du salaire et des conditions de travail

dépend d'un acte unilatéral de la bureaucratie fait d'une part que cet acte peut traduire infiniment mieux les intérêts de la classe dominante, d'autre part, que les lois objectives régissant la fixation du taux de la « plus-value » s'en trouvent fondamentalement altérées.

Cette étendue du pouvoir discrétionnaire de la bureaucratie, en ce qui concerne la définition du salaire et des conditions du travail en général, soulève tout de suite une question importante : dans quelle mesure la bureaucratie, si l'on suppose qu'elle tend à poursuivre le maximum d'exploitation, rencontre des entraves à son activité visant à extorquer la plus-value, dans quelle mesure il existe des limites à son activité exploiteuse.

Il devient clair que des limites résultant d'une application quelconque de la « loi de la valeur », telle que celle-ci existe et fonctionne dans l'économie capitaliste concurrentielle, ne peuvent pas exister, comme nous l'avons exposé plus haut, dans le cas de l'économie bureaucratique. La « valeur de la force de travail », c'est-à-dire, en définitive, le niveau de vie de l'ouvrier russe, devient, dans ce cadre économique (en l'absence d'un marché du travail et de toute possibilité de résistance de la part du prolétariat) une notion infiniment élastique et façonnable presque à souhait par la bureaucratie. Ceci fut démontré d'une manière éclatante dès le début de la période des « plans quinquennaux », c'est-à-dire de la bureaucratisation intégrale de l'économie. En dépit de l'énorme augmentation du revenu national, survenue à la suite de l'industrialisation, une chute monstrueuse du niveau de vie des masses se fit jour, allant évidemment de pair avec un accroissement, d'une part, de l'accumulation, d'autre part, des revenus bureaucratiques (51).

On pourrait penser qu'une limitation « naturelle » inéluctable s'impose à l'exploitation bureaucratique, celle qui serait dictée par le « minimum physiologique » du niveau de vie d'un travailleur, c'est-à-dire par la limite imposée par les besoins élémentaires de l'organisme humain. Effectivement, malgré sa bonne volonté illimitée en matière d'exploitation, la bureaucratie est contrainte de laisser à l'ouvrier russe deux mètres carrés d'espace habitable, quelques kilos de pain noir par mois et les haillons imposés par le climat russe. Mais cette restriction ne signifie pas grand-chose : d'abord cette limite physiologique elle-même est dépassée, assez souvent, comme le démontre la prostitution des ouvrières, le vol systématique dans les

(51) L'étude de l'évolution de l'exploitation à travers les plans quinquennaux sera faite dans un chapitre spécial.

usines et un peu partout, etc., D'autre part, disposant d'une vingtaine de millions de travailleurs dans les camps de concentration, pour lesquels elle ne dépense pratiquement rien, la bureaucratie manie gratuitement une masse considérable de main-d'œuvre. Enfin, ce qui est le plus important, comme l'a démontré la récente guerre, même à ceux qui pourraient en douter, rien de plus élastique que la « limite physiologique » de l'organisme humain ; l'expérience, aussi bien des camps de concentration que des pays plus particulièrement éprouvés par l'occupation, ont montré combien l'homme a la peau dure. Par ailleurs, la haute productivité du travail humain ne rend pas toujours nécessaire le recours à un abaissement physiologiquement critique du niveau de vie.

Une autre limitation apparente à l'activité exploiteuse de la bureaucratie semble résulter de la « rareté relative » de certaines catégories de travail spécialisé, dont elle serait obligée de tenir compte. Elle devrait, par conséquent, régler les salaires de ces branches d'après la pénurie relative de ces catégories de travail qualifié. Mais ce problème, n'intéressant en définitive que certaines catégories, sera examiné plus loin, car il concerne directement la création de couches semi-privilegiées ou privilégiées et en tant que tel touche beaucoup plus à la question des revenus bureaucratiques qu'à celle des revenus ouvriers.

3. LA LUTTE POUR LA PLUS-VALUE.

Nous avons dit plus haut que la lutte de classe ne peut pas intervenir directement dans la fixation du salaire en Russie, étant donné le ligotement du prolétariat en tant que classe, l'impossibilité totale de la grève, etc... Ceci, cependant, ne signifie nullement, ni que la lutte de classe n'existe pas dans la société bureaucratique, ni surtout qu'elle reste sans effet sur la production. Mais ses effets sont ici complètement différents des effets qu'elle peut avoir dans la société capitaliste classique.

Nous nous bornerons ici à deux de ses manifestations qui se lient, plus ou moins indirectement, à la répartition du produit social. La première c'est le vol — vol d'objets attenant directement à l'activité productrice, d'objets finis ou semi-finis, de matières premières ou de pièces de machine — dans la mesure où ce vol prend des proportions de masse et où une partie relativement importante de la classe ouvrière supplée à l'insuffisance terrible de son salaire par le produit de la vente des objets volés. Malheureusement, l'insuffisance des renseignements

ne permet pas de s'exprimer actuellement sur l'étendue de ce phénomène et par conséquent sur son caractère social. Mais il est évident que, dans la mesure où le phénomène prend une extension tant soit peu importante, il traduit une réaction de classe — subjectivement justifiée, mais objectivement sans issue — tendant à modifier dans une certaine mesure la répartition du produit social. Ce fut, semble-t-il, le cas surtout pendant la période entre 1930 et 1937 (52).

La deuxième manifestation que nous pouvons mentionner ici, c'est « l'indifférence active », quant au résultat, de la production, indifférence qui se manifeste aussi bien sur le plan de la quantité que sur celui de la qualité. Le ralentissement de la production, même lorsqu'il ne prend pas une forme collective, consciente et organisée (« grève perlée »), mais garde un caractère individuel, semi-conscient, sporadique et chronique est déjà dans la production capitaliste une manifestation de la réaction ouvrière contre la surexploitation capitaliste, manifestation qui devient d'autant plus importante, que le capitalisme ne peut réagir à sa crise résultant de la baisse du taux de profit qu'en augmentant la plus-value relative, c'est-à-dire en intensifiant de plus en plus le rythme de la production. Pour des causes en partie analogues et en partie différentes, que nous examinerons plus tard, la bureaucratie est obligée de pousser au maximum cette tendance du capital dans la production. On conçoit dès lors que la réaction spontanée du prolétaire surexploité soit, dans la mesure où la coercition policière et économique (paiement aux pièces) le lui permet, de ralentir le rythme de la production. De même en ce qui concerne la qualité de la production. L'étendue ahurissante des malfaçons, dans la production russe et surtout son caractère chronique, ne peuvent s'expliquer uniquement ni par le « caractère arriéré » du pays (qui a pu jouer un rôle sous ce rapport au début, mais qui déjà avant la guerre ne pouvait plus être sérieusement pris en considération) ni par la gabegie bureaucratique, malgré l'étendue et le caractère croissant de cette dernière. La malfaçon consciente ou inconsciente — le dol incident, si l'on peut dire, quant au résultat de la production — ne fait que matérialiser l'attitude de l'ouvrier face à une production et à un régime économique qu'il considère comme complètement étrangers, davantage même, foncièrement hostiles à ses intérêts les plus concrets.

Il est cependant impossible de terminer ce paragraphe sans

(52) Sur le vol pendant cette période, voir les ouvrages de Ciliga, V. Serge, etc...

dire quelques mots concernant la signification plus générale de ces manifestations du point de vue historique et révolutionnaire. Si l'on a là des réactions de classe subjectivement saines et certainement impossibles à critiquer, on doit néanmoins en voir l'aspect objectivement rétrograde, au même titre, par exemple, que dans le bris des machines par les ouvriers désespérés dans la première période du capitalisme. A la longue, si une autre issue n'est pas offerte à la lutte de classe du prolétariat soviétique, ces réactions ne peuvent qu'entraîner sa déchéance et sa décomposition politique et sociale. Mais cette autre issue ne peut évidemment pas, dans les conditions du régime totalitaire russe, être constituée par des combats partiels quant à leur sujet et à leur objet, comme les grèves revendicatives, que ces conditions rendent par définition impossibles, mais uniquement par la lutte révolutionnaire. Cette coïncidence objective des buts minima et des buts maxima, devenue également une caractéristique fondamentale de la lutte prolétarienne dans les pays capitalistes, nous retiendra longuement par la suite.

Ce sont ces réactions qui nous mènent à soulever un autre problème, fondamental pour l'économie bureaucratique : celui de la contradiction existant dans les termes mêmes de l'exploitation intégrale. La tendance vers la réduction du prolétariat à un simple rouage de l'appareil productif, dictée par la baisse du taux du profit, ne peut qu'entraîner parallèlement une crise terrible de la productivité du travail humain, dont le résultat ne peut être que la réduction du volume et l'abaissement de la qualité de la production elle-même, c'est-à-dire l'accentuation jusqu'au paroxysme des facteurs de crise de l'économie d'exploitation. Nous nous contentons ici d'indiquer ce problème, qui sera longuement examiné plus loin.

4. LA RÉPARTITION DU REVENU NATIONAL CONSOMMABLE.

Il est manifestement impossible de procéder à une analyse rigoureuse du taux d'exploitation et du taux de la plus-value dans l'économie russe actuelle. Les statistiques concernant la structure des revenus et le niveau de vie des différentes catégories sociales, ou dont on pourrait indirectement déduire ces valeurs, ont cessé d'être publiées pour la plupart immédiatement après le début de la période des plans, et toutes les données relatives sont systématiquement cachées par la bureaucratie aussi bien au prolétariat russe qu'à l'opinion mondiale. On peut moralement déduire déjà de ce fait que cette exploitation est

au moins aussi lourde que dans les pays capitalistes. Mais on peut arriver à un calcul plus exact de ces valeurs, basé sur des données générales qui nous sont connues et que la bureaucratie ne peut pas cacher.

On peut, en effet, arriver à des résultats certains en se basant sur les données suivantes : d'une part le pourcentage de la population que constitue la bureaucratie, d'autre part le rapport de la moyenne des revenus bureaucratiques à la moyenne des revenus de la population travailleuse. Il est évident qu'un tel calcul ne peut être qu'approximatif, mais en tant que tel il est incontestable. Par ailleurs, les contestations ou protestations de la part des staliniens ou des cryptostaliniens sont irrecevables : qu'ils demandent d'abord la publication de statistiques vérifiées sur ce sujet à la bureaucratie russe. On pourra ensuite discuter avec eux.

En ce qui concerne d'abord le pourcentage de la population, formé par la bureaucratie, nous nous référons au calcul de Trotsky dans « La Révolution Trahie » (53). Trotsky donne des chiffres allant de 12 à 15 % jusqu'à 20 % de l'ensemble de la population pour la bureaucratie (appareil étatique et administratif supérieur, couches dirigeantes des entreprises, techniciens et spécialistes, personnel dirigeant des kolkhoz, personnel du parti, stakhanoviens, activistes sans parti, etc...). Les chiffres de Trotsky n'ont jamais été contestés jusqu'ici ; comme Trotsky le fait remarquer, ils ont été calculés à l'avantage de la bureaucratie (c'est-à-dire en réduisant les proportions de cette dernière) pour éviter des discussions sur des points secondaires. Nous retiendrons le résultat moyen de ces calculs, en admettant que la bureaucratie constitue approximativement 15 % de la population totale.

Quelle est la moyenne des revenus de la population travailleuse ? D'après les statistiques officielles russes, le « salaire moyen annuel », « constaté, comme l'observe Trotsky (54), en réunissant les salaires du directeur du trust et de la balayeuse, était, en 1935, de 2.300 roubles et devait atteindre, en 1936, environ 2.500 roubles... Ce chiffre, des plus modestes, s'amenuise encore si l'on tient compte du fait que l'augmentation des salaires, en 1936, n'est qu'une compensation partielle pour la suppression des prix de faveur et de la gratuité de divers services. Le principal, en tout ceci, c'est encore que le chiffre de 2.500 roubles par an, soit 208 roubles par mois, n'est qu'une moyenne, c'est-

(53) P. 157-165.
(54) *ib.*, p. 146.

à-dire une fiction arithmétique destinée à masquer la réalité d'une cruelle inégalité dans la rétribution du travail ». Passons sur cette infecte hypocrisie, consistant à publier des statistiques « du salaire moyen » (comme si, dans un pays capitaliste, on publiait des statistiques concernant *uniquement* le revenu individuel moyen et on voulait ensuite juger la situation sociale de ce pays d'après ce revenu moyen !) et retenons ce chiffre de 200 roubles par mois. En réalité, le salaire minimum (55) n'est que de 110 à 115 roubles par mois.

Qui maintenant en ce qui concerne les revenus bureaucratiques ? Selon Bettelheim (56) « beaucoup de techniciens, d'ingénieurs, de directeurs d'usines, touchent de 2.000 à 3.000 roubles par mois, soit de 20 à 30 fois plus que les ouvriers les moins payés... » Parlant ensuite des « rémunérations plus élevées » encore, mais « plus rares », il cite des revenus allant de 7.000 à 16.000 roubles par mois (160 fois le salaire de base !) que peuvent gagner facilement des régisseurs de cinéma ou des écrivains en vogue. Sans aller jusqu'aux sommets de la bureaucratie politique (président et vice-présidents du Conseil de l'Union et du Conseil des Nationalités, qui touchent 25.000 roubles par mois, 250 fois le salaire de base : ceci équivaudrait, en France, si le minimum de salaire est de 15.000 francs par mois, à 45 millions par an pour le Président de la République ou de la Chambre et, aux Etats-Unis, si le salaire minimum est de 150 dollars par mois, à 450.000 dollars par an pour le Président de la République. Celui-ci, ne recevant que 75.000 dollars par an, doit envier son collègue russe, qui a un revenu comparativement six fois supérieur au sien : quant à M. Vincent Auriol, qui ne reçoit que 6 millions de francs par an, c'est-à-dire 13 % de ce qui lui reviendrait si l'économie française était « collectivisée », « planifiée » et « rationalisée », en un mot vraiment progressive, il fait dans l'histoire figure de parent pauvre), nous n'en retiendrons que la rémunération des députés « qui touchent 1.000 roubles par mois, plus 150 roubles par jour pendant la durée des sessions » (57). Si l'on suppose dix jours de session par mois, ces chiffres donnent une somme de 2.500 roubles par mois, c'est-à-dire de 25 fois le salaire le plus bas et de 12 fois le « salaire moyen théorique ». D'après Trotsky, les stakhanovistes moyens gagnent au moins 1.000 roubles par mois (c'est précisément pourquoi on les appelle « les mille ») et il y en a

(55) Bettelheim, « La Planification soviétique », p. 62.
(56) Bettelheim, *ib.*, p. 62.
(57) Bettelheim, *ib.*, p. 62.

même qui gagnent plus de 2.000 roubles par mois (58), c'est-à-dire de 10 à plus de 20 fois le salaire minimum. L'ensemble de ces éléments est plus que confirmé par les données qu'on peut trouver chez Kravchenko; des informations de celui-ci, il résulte que les chiffres donnés plus haut sont extrêmement modestes, et qu'il faudrait les doubler ou les tripler pour arriver à la vérité en ce qui concerne le salaire en argent. Soulignons, d'autre part, que nous ne tenons pas compte des avantages en nature ou indirects, concédés aux bureaucrates en tant que tels (habitation, voiture, services, maisons de santé, coopératives d'achat bien fournies et meilleur marché) qui forment une part du revenu bureaucratique au moins aussi importante que le revenu en argent.

On peut donc prendre comme base de calcul une différence de revenus moyens ouvriers et bureaucratiques de 1 à 10. Ce faisant, nous agissons en réalité en avocats de la bureaucratie, car nous prendrons le « salaire moyen » donné par les statistiques russes de 200 roubles, dans lequel entre, pour une proportion importante, le revenu bureaucratique, comme indice du salaire *ouvrier*, en 1936, et le chiffre de 2.000 roubles par mois (le chiffre le moins élevé cité par Bettelheim) comme *moyenne* des revenus bureaucratiques. En fait, nous aurions le droit de prendre comme salaire moyen ouvrier celui de 150 roubles par mois (c'est-à-dire la moyenne arithmétique entre le salaire minimum de 100 roubles et le « salaire moyen » contenant aussi les salaires bureaucratiques) et comme salaire moyen bureaucratique celui au moins de 4.500 roubles par mois, auquel on arrive si l'on ajoute au salaire « normal » des ingénieurs, directeurs d'usines et de techniciens, indiqué par Bettelheim (de 2.000 à 3.000 roubles par mois) autant de services dont le bureaucrate profite en tant que tel, mais qui ne sont pas contenus dans le salaire en argent. Ceci nous donnerait une différence de 1 à 30 entre le salaire ouvrier moyen et le salaire bureaucratique moyen. Il est pratiquement certain que la différence est encore plus grande. Cependant, nous établirons notre calcul successivement sur ces deux bases, pour n'en retenir, en définitive pour le reste de notre ouvrage, que les chiffres les moins accablants pour la bureaucratie, c'est-à-dire ceux résultant de la base 1 à 10.

Si nous supposons donc que 15 % de la population ont un revenu 10 fois plus élevé en moyenne que les autres 85 %, le rapport entre les revenus totaux de ces deux couches de la

(58) « La Révolution Trahie », p. 146.

population sera comme $15 \times 10 : 85 \times 1$, ou $150 : 85$. Le produit social consommable est donc réparti dans ce cas de la manière suivante : 63 % pour la bureaucratie, 37 % pour les travailleurs. Ce qui signifie que si la valeur des produits consommables est annuellement de 100 milliards de roubles, 63 milliards en sont consommés par la bureaucratie (formant 15 % de la population) et il reste 37 milliards de produits pour les autres 85 %.

Si maintenant nous voulons prendre une base de calcul plus réelle, celle de la proportion de 1 à 30 entre le revenu moyen ouvrier et le revenu moyen bureaucratique, nous en arrivons à des chiffres effarants. Le rapport entre les revenus totaux des deux couches de la population sera dans ce cas comme $15 \times 30 : 85 \times 1$, ou $450 : 85$. Le produit social consommable sera donc réparti, dans ce cas, dans les proportions de 84 % pour la bureaucratie et de 16 % pour les travailleurs. Sur une valeur de production annuelle de 100 milliards de roubles, 84 milliards seront consommés par la bureaucratie et 16 milliards par les travailleurs. 15 % de la population consommeront les 85 % du produit consommable, et 85 % de la population disposeront des autres 15 % de ce produit. On conçoit donc que Trotsky lui-même arrive à écrire (59) : « Par l'inégalité dans la rétribution du travail, l'U.R.S.S. a rejoint et largement dépassé les pays capitalistes ! » Encore faut-il dire qu'il ne s'agit pas là de « rétribution du travail » — mais sur ceci nous reviendrons plus loin.

5. TRAVAIL SIMPLE ET TRAVAIL QUALIFIÉ.

Pour la totalité des apologistes du stalinisme, et même pour ceux qui, comme Trotsky, insistent à voir dans la structure de l'économie bureaucratique une solution, peut-être erronée, mais imposée par la conjoncture historique, des problèmes de « l'économie de transition », la distinction entre la valeur du travail simple et celle du travail qualifié comme aussi la « rareté » de ce dernier, servent comme base commode d'explication et (dans le cas des staliniens avoués) de justification de l'exploitation bureaucratique. C'est aussi le cas de cet avocat discret de la bureaucratie, qu'est M. Bettelheim, dont nous aurons fréquemment l'occasion de contrôler les raisonnements au cours de ce chapitre.

Dès le début de son livre, « Les problèmes théoriques et pratiques de la planification », au long duquel cet honorable économiste oscille constamment — et consciemment — entre l'exposition des problèmes d'une « économie planifiée pure » et ceux de

(59) *Id.*, p. 147.

l'économie russe, M. Bettelheim nous dit quelle fut son hypothèse méthodique en ce qui concerne la rémunération du travail :

« Pour la simplification de l'exposé, nous avons pris comme hypothèse l'existence d'un « marché libre » du travail avec une différenciation des salaires destinée à orienter les travailleurs vers les différentes branches et qualifications conformément aux exigences du plan. Mais rien », ajoute-t-il, « n'empêche d'envisager qu'à un certain stade du développement de la planification on puisse tendre vers l'égalité des salaires et substituer l'orientation professionnelle et des stimulants non-pécuniaires (plus ou moins grande durée de la journée de travail) à l'action de la différenciation des salaires » (60).

Ainsi, en l'absence d'une autre explication, le lecteur verra dans ce but « purement » économique : l'orientation des travailleurs vers les différentes branches de la production conformément aux exigences du plan, la cause essentielle de la monstrueuse différenciation des revenus en Russie. A remarquer la grossière subtilité du procédé : M. Bettelheim ne nous dit pas : voilà la cause de la différenciation ; il préfère ne rien dire sur les causes concrètes et le caractère de la différenciation actuelle des revenus en Russie. Ce « marxiste » se complait à bavarder au long de 334 pages sur tous les aspects de la « planification soviétique » hormis son aspect social de classe. Mais comme d'autre part il dit bien que dans sa planification « pure » on doit présupposer « une différenciation des salaires destinée à orienter les travailleurs », différenciation que, par ailleurs, « rien n'empêcherait à un certain stade du développement de la planification » de remplacer par l'orientation professionnelle, la moindre durée de la journée de travail, etc... — le fondement « scientifique » est immédiatement fourni aussi bien à la paresse du lecteur qu'à la malice du propagandiste. Malice que M. Bettelheim lui-même a déployée devant nous en écrivant ses articles dans la *Revue Internationale* où il nous expliquait les « privilèges » de la bureaucratie en Russie comme résultant du caractère arriéré du pays et plus généralement de lois économiques incoercibles régissant l'économie de transition.

Nous aussi, qui, en matérialistes sordides, avons cette terrible déformation de ne point parvenir à nous intéresser aux problèmes étherés de la « planification pure » et de « l'économie de transition überhaupt », mais voulons connaître la réalité sociale concrète en Russie, nous sommes tentés de déduire des principes transcendants de M. Bettelheim une explication concrète de la

(60) « Les Problèmes théoriques etc..., p. 3, note.

différenciation des revenus en Russie. Ce que nous pouvons en conclure, c'est que la différenciation des salaires fut nécessaire pour orienter les travailleurs vers les branches de la production vis-à-vis desquelles ceux-ci se montraient spécialement récalcitrants ou vers des qualifications qu'ils se montraient peu disposés à acquérir, que ces manifestations sont fréquentes et naturelles dans une « économie de transition héritant d'un bas niveau des forces productives », et qu'elles peuvent être par la suite surmontées, la politique de différenciation des salaires y aidant.

A première vue, cependant, ce tableau nous paraît peu persuasif et nous commençons à soupçonner aussi dans ce cas l'influence déterminante de « raisons historiques particulières » (analogues peut-être à celles qui ont conduit la planification russe, de l'aveu de M. Bettelheim, à se fixer comme but non pas « l'obtention d'un maximum de satisfaction économique », mais « dans une certaine mesure (?) la réalisation du potentiel militaire maximum »). Raisons historiques particulières, sans aucun doute, et le diable sait si l'âme slave n'y prend pas une part importante. Car, après tout, ce que l'on observe en Russie, c'est que sont rémunérés beaucoup plus fortement les travaux pour lesquels personne, en principe, dans le reste du monde, n'éprouverait une répulsion particulière : directeur d'usine, par exemple, ou président de kolkhoz, colonel ou général, ingénieur ou directeur de ministère, ministre ou sous-chef génial des peuples, etc. Il ne nous reste donc qu'à supposer que les Russes, avec leur masochisme bien connu et leur complexe d'autopunition dostoyevskienne répugnent aux « travaux » agréables, confortables, voyants (et bien payés), étant attirés irrésistiblement par la tourbe, le ramassage des ordures et la chaleur des hauts fourneaux, et que pour arriver, à grand-peine, à en persuader quelques-uns d'être directeurs d'usines, par exemple, il a fallu leur promettre des salaires exorbitants. Pourquoi pas, après tout ? Tolstoï n'était-il pas un grand-russien pur sang, lui qui s'enfuit de son château comtal pour aller mourir comme un crève-la-faim dans un monastère ?

Mais si les plaisanteries ne sont pas de notre goût, nous serons obligés de constater au moins :

1° Que la différenciation des revenus en Russie n'a rien à voir avec le caractère agréable ou non du travail (auquel fait visiblement allusion M. Bettelheim lorsqu'il parle de « plus ou moins grande durée de la journée de travail ») mais que les travaux sont rémunérés en raison inverse de leur désagrément et de leur pénibilité;

2° Qu'en ce qui concerne la « pénurie du travail qualifié », nous n'acceptons pas, vingt ans après le début de planification, d'être renvoyés au « bas niveau des forces productives hérité du passé » et que nous demandons au moins de voir comment ont évolué cette pénurie elle-même et la différenciation des revenus qui soi-disant en résulte;

3° Que nous devons aussi examiner quelle peut être l'action de la différenciation des salaires sur cette pénurie en général. En un mot, nous refusons d'être ramenés de Marx à Jean-Baptiste Say, Bastiat et les autres « harmonistes » et de croire que l'existence même d'un revenu prouve sa justification naturelle et nécessaire par le jeu de l'offre et de la demande.

Non seulement dans une économie planifiée, mais dans toute économie supposant une division sociale étendue du travail (c'est-à-dire ayant dépassé le stade de l'économie naturelle), se pose le problème, d'une part, de la base objective de la différenciation des revenus dus au travail d'après le caractère spécifique du travail en question (c'est-à-dire des variations du prix et de la valeur de la force de travail concrétisée dans une production spécifique), d'autre part, du « recrutement » stable et permanent des différentes branches de la production en force de travail. Nous aborderons ces deux problèmes sous un angle général, en commençant par leur solution dans l'économie capitaliste, pour les examiner ensuite dans le cadre d'une économie socialiste et de son antipode, l'économie bureaucratique russe.

1. — a) La loi de la valeur s'applique, selon Marx et comme il est bien connu, à la marchandise « force de travail » elle-même. Toutes conditions égales par ailleurs (dans un pays, une époque, un niveau de vie, etc..., donnés) la différence entre la valeur de deux forces de travail spécifiques concrètes revient à la différence des « coûts de production » de chaque force de travail spécifique. Grosso modo, ce « coût de production » comprend, d'une part, les frais d'apprentissage proprement dits, qui en sont la partie la moins importante, et, d'autre part, le *temps d'apprentissage*, ou, plus exactement, le temps non-productif de la vie du travailleur spécifique en question, temps écoulé avant son entrée dans la production. Ce temps doit être « amorti » pendant la période productive de la vie du travailleur : ce qui se fait dans la société capitaliste, non pas sous la forme de « remboursement » des frais d'éducation et d'apprentissage par le travailleur à ses parents, mais sous la forme de la reproduction de la même (ou une autre analogue) spécification de la force de travail, c'est-à-dire par le fait que le travailleur élève ses

enfants, et, dans l'hypothèse d'une reproduction simple, au même nombre et au même niveau de qualification.

Si donc on suppose que le prix de la force de travail coïncide avec sa valeur, on constate facilement que les différences de salaire dans la société capitaliste se meuvent dans des limites assez étroites. En effet, prenons les deux cas extrêmes, c'est-à-dire celui d'un manœuvre dont l'occupation ne requiert le moindre apprentissage et qui commence à travailler au début de sa treizième année, qui par conséquent doit amortir pendant le reste de sa vie douze années de vie improductive, et celui d'un médecin, qui finit ses études à l'âge de 30 ans, et qui doit amortir durant le reste de sa vie trente années de vie improductive. Supposons que les deux travailleurs en question doivent s'arrêter de travailler tous les deux à l'âge de 60 ans, et laissons de côté le problème de leur entretien pendant les dernières années de leur vie. Si nous admettons de plus arbitrairement que le coût d'entretien d'un individu pendant l'enfance et l'âge mûr est le même, et en prenant comme unité le coût de production de la force de travail dépensée pendant une année à l'âge mûr, la valeur d'une année de force de travail pour le manœuvre sera $1 + 12/48$, tandis que pour le médecin elle ira jusqu'à $1 + 30/30$. Donc, si la loi de la valeur doit fonctionner en plein ici, la différence de salaire du manœuvre n'ayant aucune qualification et celle du travailleur ayant la qualification la plus haute possible sera de $60/48$ à $60/30$, moins que du simple au double ($1,25$ à 2). En réalité elle devrait être moindre, car la supposition arbitraire que nous avons faite en posant le « coût de production » d'une année de vie de l'enfant comme égal à celui d'une année de l'âge mûr favorise le travail qualifié; si l'on prend comme base un coût moindre pour les années d'enfance, nous arrivons, comme on peut le voir facilement, à un éventail moins écarté encore.

Mais nous laissons de côté ce facteur, pour compenser le fait que nous ne tenons pas compte des frais d'apprentissage proprement dits (frais de scolarité, livres ou instruments individuels, etc...). Comme nous l'avons déjà dit, l'importance de ces frais est minime, car même dans le cas de la formation la plus coûteuse (formation universitaire) ils ne dépassent jamais 20 % des dépenses totales de l'individu (61).

(61) Nous ne parlons pas ici des occupations ayant un caractère de « monopole absolu » : artistes, inventeurs, génies en tous genres, etc... Nous considérons comme positivement établi que dans la société actuelle — sans parler d'une société socialiste — il y a suffisamment d'individus pouvant accomplir avec succès tous les travaux spécifiques existants.

En fait, dans la situation concrète de la société capitaliste, les choses se passent d'une manière assez différente; de multiples facteurs y interviennent, tous liés d'ailleurs à la *structure de classe* de cette société, qui ici, comme partout ailleurs, surdétermine l'économie « pure ». Parmi ces facteurs les plus importants sont :

1° Le niveau de vie différent des diverses catégories, « historiquement donné »;

2° L'orientation consciente des couches dirigeantes vers une structure pyramidale des revenus venant du travail, pour des raisons que nous analyserons plus bas;

3° Par dessus tout, le monopole exercé sur l'éducation par les « classes aisées », monopole s'exprimant par une grande multiplicité de manières, mais déjà sous son aspect le plus grossier et le plus vrai par la difficulté insurmontable de la « mise de fonds » initiale pour l'éducation ou l'apprentissage de l'enfant dans une famille ouvrière.

Néanmoins, même dans ce cadre de classe, les tendances du développement économique ont pris à la longue le dessus, et les différences de salaire entre le prolétariat manuel et le prolétariat intellectuel, par exemple, se sont considérablement réduites, dans certains cas même sont retombées en deça de la différenciation imposée par la loi de la valeur (cf instituteurs et employés en général en France). La tendance générale dans les pays dits « civilisés » s'exprime par la pléthore relative de travailleurs intellectuels.

b) En ce qui concerne le deuxième point, c'est-à-dire le recrutement stable des différentes branches de la production en travailleurs spécifiques, point n'est besoin de se rapporter à un principe économique à part pour l'expliquer : on peut dire, qu'en général, la loi des grands nombres explique en même temps qu'elle garantit la stabilité de ce recrutement. Un philistin pourrait s'étonner de ce qu'il y a toujours suffisamment de gens qui « acceptent » d'être des boueux, malgré le caractère dégoûtant du métier et sa rémunération au-dessous de la moyenne; la convergence d'une infinité de processus individuels d'exploitation et d'aliénation dans la société capitaliste suffit pour assurer normalement ce résultat, autrement miraculeux.

Supposons cependant qu'une « irrégularité » survienne de ce point de vue, le mécanisme des prix interviendra en principe pour rétablir l'état « normal » des choses : une modique augmentation du salaire des branches sous-peuplées y ramènera la force de travail nécessaire, que chassera de la branche ou des

branches relativement saturées une baisse analogue de la rémunération. Ces variations n'affecteront que le prix de la force de travail, et nullement sa valeur, parce qu'elles ne modifieront en rien par elles-mêmes le coût de production de celle-ci. Ceci même explique le caractère limité, quant au montant et à la durée, de telles variations du prix de la force de travail. Là par contre où la « pénurie » en force de travail spécifique concerne une force de travail exigeant une qualification poussée, c'est-à-dire, en définitive, exigeant une nouvelle « production » partielle de force de travail, production qui rencontre d'autres obstacles, et essentiellement celui de la mise de fonds préalable par des gens qui ne disposent ni de capitaux ni de la possibilité d'emprunter, des mécanismes beaucoup plus complexes entrent en jeu. D'abord, une élévation plus importante du prix de ces forces de travail se chargera d'éliminer une partie de la demande de cette catégorie de travail et d'assurer l'équilibre de la demande subsistante avec l'offre. Ensuite, la société capitaliste sera obligée, vu l'impossibilité pour la classe ouvrière de disposer elle-même du capital initial nécessaire pour arriver à la production supplémentaire d'une force de travail qualifiée, de consacrer une partie (évidemment minime) de la plus-value à la production de cette force de travail supplémentaire (écoles d'apprentissage, bourses d'études, etc...). La modicité extrême des sommes dépensées par la bourgeoisie dans ce but est la preuve du caractère restreint et de l'importance très limitée de ces cas dans une société capitaliste relativement développée.

II. — a) Voilà en ce qui concerne le cas de la production capitaliste. Voici maintenant le problème dans le cadre d'une économie socialiste. Supposons — comme le veut M. Bettelheim — que cette société applique consciemment la loi de la valeur, et, de plus, avec sa forme et son contenu capitaliste (supposition qui, en ce qui concerne la comparaison avec le cas russe, est à l'avantage de la bureaucratie), c'est-à-dire donne aux travailleurs non pas, comme le disait Marx dans la « Critique du programme de Gotha », l'équivalent sous une autre forme du travail que ceux-ci ont fourni à la société moins les défalcatations nécessaires (c'est-à-dire essentiellement les valeurs destinées à l'accumulation) mais l'équivalent de la valeur de leur force de travail, c'est-à-dire les paie comme une *entreprise capitaliste « pure »*. (Nous verrons plus tard les contradictions internes de cette solution qui est cependant, d'une manière inavouée, la prémisses théorique de M. Bettelheim.) Dans ce cas, comme on l'a vu plus haut, le maximum de différences qui seraient « écono-

miquement nécessaires » entre les salaires serait au plus de 1 à 2 (en réalité, comme nous l'avons vu, de moins). Aucun des facteurs altérant le fonctionnement de cette loi dans la société capitaliste n'entrerait alors en jeu : le monopole sur l'éducation serait aboli, la société n'aurait aucune raison pour pousser à la différenciation des revenus, mais toutes les raisons pour amoindrir cette différenciation, enfin le « niveau de vie spécifique hérité du passé » des différentes branches ne serait pas pris en considération (comme on le verra par la suite, il n'a en fait joué aucun rôle dans le cas russe, où on a procédé à la création de nouveau d'un niveau de vie surélevé pour les couches privilégiées).

b) Quid maintenant en ce qui concerne la « pénurie » éventuelle de certaines branches de la production en force de travail ? Comme nous l'avons déjà indiqué, ce n'est pas la différenciation des rémunérations qui garantit dans une société capitaliste le recrutement stable des différentes branches en force de travail dans la proportion qui leur est nécessaire. Nous allons passer en revue les trois cas principaux d'une telle « pénurie » qui peuvent se présenter.

Le premier cas est celui des travaux particulièrement pénibles, désagréables ou malsains. Il ne nous semble pas que ce cas posera un problème particulièrement difficile à résoudre pour l'économie socialiste. D'une part, son étendue est limitée, d'autre part, l'économie socialiste héritera de la situation de la production capitaliste, dans laquelle le problème est déjà en règle générale résolu. De toute façon, la société devra offrir aux travailleurs de ces branches une compensation, essentiellement sous la forme d'une durée moindre de la journée de travail, et subsidiairement sous la forme d'une rémunération supérieure à la moyenne. Déjà actuellement, en tout cas en France et aux U.S.A., le salaire des mineurs s'élève au-dessus de la moyenne du salaire des branches réquerant une qualification analogue, mais cet excédant ne dépasse pas 50 % du salaire moyen.

Le deuxième cas est celui d'une pénurie temporaire dont peuvent éventuellement souffrir certaines branches, pénurie en force de travail non-qualifiée ou, en général, pénurie qui peut être comblée par un simple déplacement de travailleurs, sans exiger une nouvelle spécification de la force de travail existante. Ici, un « stimulant » pécuniaire serait indispensable pour une certaine période afin de rétablir l'équilibre; une réduction de la durée du travail serait contradictoire dans ce cas avec le but à atteindre. Mais cette augmentation resterait dans des limites

assez étroites, des variations de 10 à 20 % suffisant amplement, comme le montre l'exemple de l'économie capitaliste, pour amener le résultat désiré.

Reste le troisième cas, qui est d'un ordre relativement différent, d'une portée beaucoup plus générale et d'un intérêt particulier après l'expérience russe. C'est le cas des travaux exigeant une qualification plus ou moins importante. Problème d'ordre différent, puisqu'il ne concerne plus la répartition de la force de travail existante entre les diverses branches de la production, mais la production même de cette force de travail. Problème d'une portée beaucoup plus générale, parce qu'étroitement lié aux problèmes politiques, culturels et humains de la société de transition. Problème enfin d'un intérêt particulier pour la discussion du cas russe lui-même, puisque le plus clair des justifications de la bureaucratie stalinienne que nous offrent ses apologistes repose sur la fameuse « pénurie de cadres » en Russie et dans la société de transition en général.

Tout d'abord, il est plus qu'improbable qu'une société post-révolutionnaire puisse se trouver durablement devant une pénurie de travailleurs qualifiés touchant l'ensemble de la production ou une partie importante de celle-ci : le moins que l'on puisse en dire, c'est qu'il s'agit là d'un objectif de production à atteindre (la production de force de travail concrètement spécifiée) analogue aux autres objectifs (production de moyens de production ou de consommation, amélioration du sol, etc...). Nous avons là un facteur de production *dérivé* et non pas originaire, un facteur dont la production se ramène à une dépense de travail simple et fongible. Nous repoussons catégoriquement l'ensemble des « arguments » bourgeois et fascistes (repris aujourd'hui volontiers par les staliniens) sur la rareté originaire et irréductible des formes supérieures du travail, qui justifierait soi-disant une rémunération spéciale. Nous sommes en plein accord avec Marx et Lénine pour dire qu'il y a dans la société actuelle en profusion la matière première pour la production de toutes les formes supérieures de travail, sous forme d'une pléthore d'individus pourvus de l'inclinaison et des capacités nécessaires. En partant de cette base, la société socialiste envisagera la spécification de cette matière première comme un objectif productif à atteindre dans le cadre de son plan général, exigeant évidemment des dépenses productives à la charge de la société. A cet objectif une société socialiste devra accorder une attention particulière et si l'on peut dire une primauté absolue,

étant données les implications générales, sociales, politiques et culturelles du problème.

En ce qui concerne le recrutement de ces branches, le fait que les travaux en question sont d'une valeur plus élevée, par conséquent assurent une rémunération pouvant aller jusqu'au double du salaire de base, et que, d'autre part, ils sont beaucoup plus attirants par leur nature même — sans parler de la capacité présumée de la révolution de détecter dans le prolétariat une foule d'individus capables étouffés précédemment par l'exploitation capitaliste — suffit amplement pour le garantir. Mais si l'on suppose, malgré tout, une pénurie persistante dans certaines de ces branches professionnelles — ou dans toutes — il serait complètement absurde de supposer qu'une société socialiste puisse et veuille résoudre ce problème en surélevant les salaires de ces branches. Une telle surélévation n'amènerait aucun résultat dans l'immédiat : car, à l'opposé de ce qui se passe lorsqu'un pareil problème se présente entre des branches de la production exigeant toutes de la force de travail fongible et dont on peut amener le déplacement par des variations dans le prix du travail, une force de travail simple ne se transforme pas en force de travail qualifiée du jour au lendemain, ni même dans une ou deux années par le seul fait qu'on lui propose une rémunération supérieure (qui d'ailleurs l'était déjà de toute façon). Nous pourrions discuter ultérieurement si « l'ajustement de l'offre et de la demande », que pourrait amener une telle surélévation, est réel et surtout rationnel du point de vue d'une économie socialiste.

Mais est-ce que cette surélévation pourrait amener le résultat désirable dans une perspective plus longue ? Est-ce qu'elle n'amènerait pas une foule d'individus à acquérir les qualifications requises, poussés par la perspective d'un revenu supérieur ? Il est visible que non. Nous avons d'abord indiqué que les mobiles pouvant pousser les individus à acquérir les qualifications en question existent indépendamment d'une élévation de la rémunération au-dessus du normal. Il est plus clair que ce procédé — procédé foncièrement bourgeois — ne peut aboutir qu'à une sélection à rebours, du point de vue qualitatif : ce ne seront pas les plus aptes qui seront dirigés vers les spécialités en question, mais ceux qui pourront subir la dépense initiale. Et ceci nous mène au cœur du problème : l'absurdité du procédé, en ce qui concerne la production de force de travail qualifiée, consiste en ce qu'en augmentant la rémunération de cette force de travail on ne change rien aux facteurs fondamentaux

du problème qui reste toujours posé dans les mêmes termes. Car pour le fils du manœuvre qui pourrait et voudrait devenir ingénieur, mais n'en a pas les moyens, le problème ne change nullement du fait qu'on lui dit : une fois ingénieur, tu auras un salaire magnifique. Devant le réservoir infini des possibilités humaines se trouve toujours la digue du manque des moyens économiques, digue infranchissable pour les neuf dixièmes des individus.

Il est évident, par conséquent, que de même qu'elle ne se fie pas à la « spontanéité du marché » pour pourvoir à ses autres besoins, la société socialiste ne pourra pas non plus s'y fier pour pourvoir à la production de la force de travail qualifiée. Elle y appliquera un plan rationnel, basé sur l'orientation professionnelle et sur une politique systématique de sélection et de développement des individus les plus aptes, et pour une telle politique elle aura besoin de fonds substantiellement inférieurs à la dépense sociale qu'exigerait la surélévation du salaire des travailleurs qualifiés, comme on peut facilement le constater.

III. — Voyons maintenant comment le problème se présente dans le cadre de la société bureaucratique russe. Disons tout de suite qu'en dressant ce parallèle antithétique, notre intention n'est point d'opposer la réalité russe au mirage d'une société « pure » aussi socialiste soit-elle, ni de donner des recettes pour la cuisine socialiste de l'avenir, mais de dresser un barrage contre la tromperie éhontée de ceux qui, positivement ou par un complexe subtil d'affirmations et d'omissions, de bavardages et de silences, veulent cyniquement ou pudiquement justifier l'exploitation bureaucratique par des arguments économiques « marxistes ».

D'abord, quels sont les faits ? D'après les chiffres que cite M. Bettelheim lui-même, chiffres qui sont, par ailleurs, universellement connus et que l'on peut confirmer par une foule d'informations des sources les plus diverses, « l'éventail des salaires » en Russie va de 110 roubles par mois à la base, pour le simple manœuvre, à 25.000 roubles pour les sommets de la bureaucratie étatique. Ceci en 1936. Cette dernière somme n'est d'ailleurs absolument pas une exception ou quelque chose dans rapport avec le reste des revenus, puisque, selon M. Bettelheim, « beaucoup de techniciens, d'ingénieurs, de directeurs d'usines touchent de 2.000 à 3.000 roubles par mois, soit de 20 à 30 fois plus que les ouvriers les moins bien payés » (62) ; on y voit aussi que

(62) « La Planification soviétique », p. 62.

d'autres catégories occupent les échelons intermédiaires, avec des revenus de 7, 10 ou 15.000 roubles par mois.

Nous nous trouvons donc devant une pyramide de revenus allant de 1 à 250, si l'on ne tient compte que du salaire monétaire; si l'on tient compte du salaire dit social, qui, « loin de les compenser (ces inégalités), les accroît car il profite essentiellement à ceux qui reçoivent les rétributions les plus élevées » (63), on arriverait facilement à doubler l'écart entre la base et le sommet de cette pyramide de revenus. Faisons cependant cadeau à la bureaucratie de son « salaire social » et retenons le chiffre officiel de 1 à 250, amplement suffisant pour ce que nous voulons prouver.

Quels sont les arguments « objectifs » tendant à « justifier » ou à « expliquer » cette énorme différenciation ?

1° La valeur de la force de travail serait différente selon le degré de spécialisation. Nous n'insisterons pas sur ce point : nous avons montré tout à l'heure qu'une différenciation reposant sur la différence de valeur de la force de travail ne peut se mouvoir que dans des cadres allant tout au plus du simple au double. C'est-à-dire que du point de vue de la loi de la valeur, telle que Marx la concevait, les couches supérieures de la société russe profitent de revenus de 10, 15 et jusqu'à 125 fois plus élevés que ceux que rendrait nécessaires la valeur de leur force de travail.

2° Il était nécessaire d'élever au-dessus de leur valeur les revenus des « travailleurs qualifiés » (il faudra, en effet, entourer dorénavant de guillemets cette expression toute théorique) pour attirer dans ces professions les travailleurs qui y faisaient défaut.

Mais pourquoi diable ces travailleurs manquaient-ils ? A cause du caractère pénible, malsain ou désagréable des travaux en question ? Pas du tout. On n'a jamais entendu, dire qu'en Russie on manquait de mains pour ce genre de travaux; en manquerait-on, d'ailleurs, que les « camps de travail et de rééducation » (lisez : les camps de concentration) seraient (et sont effectivement) là pour y remédier. D'ailleurs, les « travaux » les plus rémunérés sont visiblement les moins pénibles, les plus agréables, et (si l'on excepte l'éventualité de la purge) les moins malsains qu'on pourrait trouver. Non, l'ensemble de ces travaux sont des travaux « de cadres », et le problème est ramené

(63) *Ib.*, p. 63.

volontiers par la bureaucratie et ses avocats à la « pénurie des cadres ». Mais nous avons montré déjà que face à une pareille pénurie éventuelle, l'augmentation du revenu des catégories « rares » est d'un secours nul, car elle ne modifie en rien les données du problème. Comment, d'ailleurs, s'expliquer autrement le fait qu'après 25 années de pouvoir bureaucratique cette « pénurie de cadres » persiste et s'accroît, si l'on en juge par l'élargissement constant de l'éventail des revenus et l'accentuation permanente des privilèges ? Voilà une illustration amplement suffisante de ce que nous avons dit sur l'absurdité de ce procédé soi-disant destiné à pallier le manque de cadres. Comment expliquer surtout le rétablissement du caractère onéreux de l'enseignement secondaire depuis 1940 ? Car il est évident que, même en adoptant, on se sait trop pourquoi (on le sait assez, d'ailleurs), cette politique de différenciation exorbitante des revenus pour « résoudre le problème du manque de cadres », on n'est nullement empêché, ou plutôt on n'est nullement dispensé de chercher à accroître par des moyens centraux la production de la force de travail qualifiée en question. Au lieu de cela, la bureaucratie, consommant à elle seule et au bas mot 60 % du revenu national consommable russe, sous prétexte de « pallier le manque de travail qualifié », interdit à ceux qui sont le seul espoir concret de dépassement de ce manque, c'est-à-dire à tous ceux qui ne sont pas fils de bureaucrates, l'acquisition des qualifications de la rareté desquelles elle se plaint tous les jours amèrement ! Mais le dixième du revenu engouffré par les parasites bureaucratiques suffirait dans cinq ans, s'il était destiné à l'éducation du peuple, à amener une pléthore de cadres sans précédent dans l'histoire.

Loin de remédier au manque de cadres, comme nous l'avons dit, cette différenciation des revenus ne fait, en réalité, que l'accroître. Nous nous trouvons ici en présence du même sophisme que dans la question de l'accumulation : la justification historique de la bureaucratie se trouverait dans le bas niveau de l'accumulation en Russie, tandis qu'en fait la consommation improductive de la bureaucratie et son existence elle-même sont le frein principal de cette accumulation. De même, l'existence de la bureaucratie et ses privilèges seraient justifiés par le « manque de cadres », lorsque cette bureaucratie agit consciemment pour maintenir ce manque ! Ainsi les bourgeois vont parfois racontant que le régime capitaliste est nécessaire parce que les ouvriers sont incapables de gérer la société, sans cependant ajouter qu'il n'y a aucune autre cause pour cette soi-disante

« incapacité » sinon les conditions auxquelles ce régime lui-même condamne les travailleurs (64).

Pendant les premières années post-révolutionnaires, lorsqu'on offrait à des « spécialistes » et des techniciens des rémunérations élevées, il s'agissait tout d'abord de retenir un grand nombre de cadres qui seraient tentés de s'enfuir pour des raisons essentiellement politiques, ensuite une mesure purement transitoire destinée à permettre aux travailleurs d'apprendre auprès d'eux (65) et à attendre que l'éducation de nouveaux cadres ait donné des résultats. Mais il y a de cela trente ans. Ce que l'on a vu depuis, ce fut « l'autocréation » de privilèges par et pour la bureaucratie, leur accentuation, la cristallisation de celle-ci, et la « castification » de ses couches, c'est-à-dire la protection de leur situation sociale dominante par le monopole de fait sur l'éducation, monopole allant de pair avec la concentration intégrale du pouvoir économique et politique entre ses mains et lié à une politique consciente dirigée vers la sélection d'une couche de privilégiés dans tous les domaines, couche dépendant économiquement, politiquement et socialement de la bureaucratie proprement dite (phénomène dont la création *ex nihilo* d'une monstrueuse bureaucratie kolkhoziennne après la « collectivisation de l'agriculture » est l'exemple le plus étonnant); cette politique fut complétée par une orientation vers la stratification intense dans tous les domaines, sous le masque idéologique de la « lutte contre le crétinisme égalitariste ».

En somme, nous nous trouvons devant une différenciation des revenus absolument sans rapport ni avec la valeur de la force de travail fournie ni avec une politique « destinée à orienter les travailleurs vers les différentes branches de la production, conformément aux exigences du plan ». Dès lors, comment peut-on qualifier ceux qui cherchent des arguments économiques pour justifier cet état de choses ? Disons simplement qu'ils jouent, par rapport à l'exploitation bureaucratique, le même rôle de plats apologistes que Bastiat pouvait jouer face à l'exploitation capitaliste.

(64) Il faudrait toute la riche violence du vocabulaire d'un Lénine répondant à Kautsky pour caractériser avec un minimum de justice des entreprises comme celle de M. Bettelheim, se perdant volontiers dans tous les détails techniques de la « planification » russe et citant en abondance des schémas et des chiffres pour oublier lui-même et faire oublier aux autres, ce qui est du point de vue du marxisme révolutionnaire le nœud de la question : quelle est la signification de classe de cette planification, quelle est par exemple la signification de classe de la différenciation monstrueuse des revenus en Russie ? Mais nous avons décidé une fois pour toutes d'oublier la personne même de M. Bettelheim — c'est, croyons-nous, ce qui peut lui arriver de mieux — pour nous en tenir à la chose elle-même.

(65) Lénine, « Selected Works », vol. VII, pp. 372-76.

Ce qui, dira-t-on peut-être, est leur droit. Le plus incontestable, répondrons-nous. Mais ce qui n'est pas leur droit, c'est de se présenter ce faisant comme « marxistes ». Car, après tout, on ne peut pas oublier que les arguments justifiant les revenus des couches exploitantes par la « rareté » du facteur de production dont ces couches disposent (l'intérêt par la « rareté » du capital, la rente foncière par la « rareté » de la terre, etc... — les revenus bureaucratiques par la « rareté » du travail qualifié) ont toujours constitué le fond de l'argumentation des économistes bourgeois visant à justifier l'exploitation. Mais, pour un marxiste révolutionnaire, ces raisonnements ne justifient rien; ils n'expliquent même rien, car leurs prémisses demandent elles-mêmes à être expliquées. En admettant, par exemple, que la « rareté » (ou l'offre et la demande) du sol cultivable « explique » la rente foncière et ses oscillations, on se demande : 1° quelles sont les bases générales sur lesquelles repose le système dans lequel s'effectue cette régulation par l'offre et la demande, quelles en sont les présuppositions sociales et historiques; 2° et surtout, pourquoi cette rente, qui joue soi-disant ce rôle objectif, doit-elle se transformer, se « subjectiver » en revenu d'une classe sociale, des propriétaires fonciers ? Marx et Lénine ont déjà fait observer que la « nationalisation de la terre », c'est-à-dire la suppression sinon de la rente foncière, mais de sa transformation en revenu d'une catégorie sociale, est la revendication capitaliste idéale; il est, en effet, évident que la bourgeoisie, même si elle admet le principe de la rente foncière comme moyen « d'équilibrer l'offre et la demande des services de la nature » et d'éliminer du marché les « besoins non-solvables », ne comprend pas pourquoi ce prix de la terre devrait profiter exclusivement aux propriétaires fonciers étant donné que pour elle aucun monopole n'est justifié sauf celui qu'elle-même exerce sur le capital. Evidemment, cette revendication bourgeoise idéale n'aboutit jamais, pour des raisons politiques générales d'abord, et surtout à cause de la fusion rapide des classes des capitalistes et des propriétaires fonciers. N'empêche que cet exemple théorique prouve que même si l'on admet le principe de la « rareté » en tant que principe régulateur de l'économie — ce qui n'est en réalité qu'une mystification réactionnaire — on n'en peut nullement déduire l'adjudication des revenus résultant de cette « rareté » à certaines catégories sociales. Même l'école « néo-socialiste » l'a compris, qui veut maintenir à la fois le caractère régulateur de la « rareté » des biens et des services et l'affectation à la société des revenus qui en résultent.

Dans le cas qui nous occupe, toutes les « explications » sur la « rareté du travail qualifié en Russie » ne justifient ni n'expliquent l'appropriation des revenus, qui soi-disant en résultent, par la bureaucratie, *sauf si l'on se réfère au caractère de classe de l'économie russe*, c'est-à-dire au monopole exercé par la bureaucratie sur les conditions de la production en général, et de la production du travail qualifié en particulier. Lorsque l'on a compris la structure de classe de la société russe, tout s'explique et même tout se « justifie » du même coup. Mais cette justification — analogue à celle que l'on peut donner historiquement du régime capitaliste et en définitive même du fascisme — ne va pas très loin. Elle s'arrête là où commence la possibilité de la classe exploitée à renverser le régime d'exploitation — qu'il s'intitule « République Française » ou « Union des Républiques Socialistes Soviétiques » — possibilité dont le seul test est l'action révolutionnaire elle-même.

BABEUF ET LA NAISSANCE DU COMMUNISME OUVRIER

Babeuf est le premier exemple du militant formulant une doctrine socialiste cohérente, et luttant pour une révolution « plébéienne », condition indispensable à ses yeux pour réorganiser l'économie et la société. Ces ébauches du premier parti et de la première doctrine communistes ont pour nous une grande importance : elles nous permettent de saisir de quelle façon s'est élaborée la pensée révolutionnaire. Elles sont d'autre part, l'occasion d'une analyse concrète de la liaison entre le militant révolutionnaire et la classe ouvrière, dans une périodique historique donnée (1).

Avant d'envisager ces problèmes historiques, il est nécessaire de préciser notre conception de base. Il est bien évident, que l'on ne peut pas considérer l'idéologie d'une classe comme un simple reflet de ses conditions matérielles d'existence. On ne peut pas davantage, considérer le rapport entre l'existence matérielle et l'idéologie comme une série d'actions et de réactions entre ces deux pôles. Nous pensons que la lutte de classe est une unité, c'est-à-dire, qu'il existe une identité profonde entre l'idéologie des classes et leur vie matérielle. L'idéologie exprime sur un plan différent et avec ses moyens propres ce qu'est la réalité de la classe dans les rapports économiques. C'est pour ces raisons, que nous avons voulu décrire tous ces traits de la physionomie ouvrière à la fin du XVIII^e siècle. La nécessité d'examiner en détail la doctrine des Égaux nous a conduit à séparer l'analyse de l'idéologie, mais la présence d'un premier chapitre assez développé, les constantes allusions qui y sont faites dans la deuxième partie tendent à recomposer le tableau complet des classes exploitées à l'aurore du capitalisme.

I. — Les classes exploitées de 1879 à 1796.

L'accession de la bourgeoisie au pouvoir a aggravé encore les souffrances et l'exploitation des paysans pauvres et des artisans, sans changer sensiblement la situation des ouvriers des premières usines modernes. Si nous examinons ces couches

(1) Ce travail a fait très largement appel aux ouvrages remarquables de Daniel Guérin : *La Lutte de Classe sous la Première République*, et de Maurice Donnangeat.